



Forum  
Ibn Khaldoun  
pour le développement

**FORUM IBN KHALDOUN POUR LE DÉVELOPPEMENT**  
**Assemblée Générale Ordinaire du 17.06.2025**

**RAPPORT MORAL**

**Pour L'exercice**  
**Juillet 2024-Juin 2025**

## SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	2
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	3
<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>I. CHIFFRES CLÉS</b> .....	5
<b>II. LES CONFÉRENCES- DÉBATS</b> .....	6
<b>III. LES BULLETINS DE CONJONCTURE ECONOMIQUE.</b> .....	7
<b>IV. LA VEILLE INFORMATIONNELLE</b> .....	7
<b>V. LA FORMULATION DE PROPOSITIONS</b> .....	9
<b>VI. LE PROGRAMME PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE JUILLET 2025-JUIN 2026</b> :.....	15
<b>VII. DES SUGGESTIONS POUR LES PROCHAINES ANNÉES</b> .....	16

## REMERCIEMENTS

Les vifs remerciements du FIKD s'adressent :

- À ENDA Tamweel, pour le soutien logistique continu apporté à la tenue des conférences - débats mensuelles du Forum dans d'excellentes conditions.
- À M. Abdessalem MLAOUHI, expert-comptable agréé, qui a tenu, à titre gracieux, la comptabilité de l'Association depuis sa création et jusqu'à avril 2025, date de son décès.
- À Takolor pour la grande diligence apportée à l'insertion des publications dès leur réception dans le site électronique de l'association.
- À M. Mohamed GHANNOUCHI, Fondateur du Forum et Président d'honneur qui a enrichi le site web du Forum par des publications mensuelles de mises à jour des statistiques et d'articles de référence.
- À M. Abdelhamid TRIKI, vice-président du FIKD pour l'élaboration des bulletins périodiques de conjoncture économique,
- Et à tous les invités et membres du Forum qui ont accepté d'introduire et d'animer les débats durant la période allant de septembre 2024 à juin 2025.

## INTRODUCTION

L'exercice juillet 2024-juin 2025 a été marqué par :

- la régularité de l'organisation des conférences débats qui ont repris leur rythme mensuel,
- la régularité des publications mensuelles des articles de référence et la mise à jour des données statistiques de base,
- la régularité des publications des bulletins de conjoncture économique malgré les difficultés rencontrées dans la collecte à temps de certains paramètres,
- un relâchement dans l'élaboration des études socio-économiques et la non-fourniture de la rubrique « lu pour vous ».

L'exercice juillet 2024-juin 2025 a été aussi marqué par le départ à un monde meilleur de trois personnalités qui ont beaucoup soutenu le Forum :

- M. Michael Philip CRACKNELL, co-fondateur d'Enda inter -arabe qui s'est éteint le 4 juillet 2024. Il a toujours milité pour un développement durable, un monde plus juste, plus équitable, inclusif et surtout pour les populations les plus marginalisées du tiers monde. Mickael Philip CRACKNELL a lancé avec son épouse Mme Essma BEN HMIDA un projet de développement consistant à transformer positivement la société et à améliorer les conditions de vie des tunisiens des plus vulnérables. Son dévouement à la Tunisie et aux Tunisiens est reflété par son soutien inlassable à tous ceux qui contribuent au développement de notre belle Tunisie, dont le forum Ibn Khaldoun pour le développement.
- M. Fathi ENNAIFER, ingénieur polytechnicien, longtemps directeur des services techniques de la ville de Tunis. Il s'est éteint le 6 mai 2025 à l'âge de 79 ans. Il a contribué et sans hésitation à l'introduction et l'animation d'un débat organisé par le forum le 5 mars 2024 sur l'habitat sous intégré, périphérique, formation, traitement et prévention. Sa contribution était très enrichissante pour l'auditoire.
- M. Abdessalem MLAOUHIA, expert-comptable qui a tenu à titre gracieux la comptabilité du Forum depuis sa création .

Que leurs âmes reposent en paix et sérénité.

Conformément au programme annuel tel qu'arrêté par le Comité Exécutif, le Forum Ibn Khaldoun pour le Développement (FIKD) a mené un ensemble d'activités couvrant :

- L'organisation **des conférences débats** portant sur des thèmes d'actualité ou d'intérêt national.
- L'élaboration de **bulletins de conjoncture économique**.
- Le maintien d'une **veille informationnelle** afin de centraliser informations, études et analyses utiles à la mission du Forum.
- La formulation de **propositions/recommandations** en ce qui concerne les problématiques nationales d'actualité.

Le présent rapport récapitule les chiffres clés et les travaux du Forum pour l'exercice juillet 2024-juin 2025, les recommandations issues des débats ainsi qu'un projet de programme des conférences pour le prochain exercice.

## I. CHIFFRES CLÉS

Le FIKD est une association à but non lucratif créée en 2016. Depuis cette date, le Forum a assuré une régularité à ses travaux notamment en ce qui concerne les conférences et débats, les bulletins de conjoncture économique, les données de base et les articles de référence. Les rubriques « lu pour vous » et « études socio-économiques » n'ont été fournies qu'une seule fois durant cet exercice.

Les travaux et les publications du Forum ont suscité l'intérêt de plusieurs utilisateurs dont le nombre a atteint depuis mai 2017 et jusqu'à juin 2025, 31.281 accès (pour 83.403 pages), venus d'un large éventail de pays, dont en tête de liste la Tunisie avec 64% (75% en septembre 2022- juin 2025), en deuxième position l'Indonésie avec 10% et en troisième position les USA avec 9%. Le taux de rebond a dépassé les 50%.

Les activités réalisées par le FIKD sur la période allant de juin 2024 à juin 2025 ont été publiées périodiquement sous les rubriques suivantes :

9 conférences-débats



4 bulletins de conjoncture



1 Résumé de lecture



12 séries statistiques



12 Articles de référence



1 Étude socio-économique



## II. LES CONFÉRENCES- DÉBATS

Les conférences – débat du FIKD ont été une plateforme de réflexion et de recommandations au service du pays et des responsables de son développement. D'imminentes personnalités tunisiennes venues de l'intérieur et de l'étranger occupant des postes de responsabilité dans des organisations nationales et internationales ont bien voulu accepter d'introduire et animer les débats.

Visant la durabilité, les thèmes des conférences ont intégré les 3 dimensions économique, sociale et environnementale ainsi que le souci permanent de bonne gouvernance.

La synthèse des débats sont sous forme de recommandations consistantes, justifiées et crédibles de nature stratégique s'appuyant sur une vision claire ou de nature tactique pour contourner un quelconque obstacle. Ces recommandations sont publiées mensuellement sur le site web du Forum « rubrique exposés et débats » à l'intention d'un auditoire responsable averti.

Durant la période allant de septembre 2024 à juin 2025, le FIKD a repris le rythme mensuel des conférences, il a organisé **9 conférences** suivies de débats dans le respect des domaines retenus :

- L'innovation et la valorisation des ressources humaines,
- Le partenariat, la compétitivité et la viabilité,
- Les ressources naturelles, la logistique et l'infrastructure.

Le tableau ci-après présente les thèmes des exposés et les conférenciers invités :

N°	Date	Thèmes	Conférenciers
1	10.9.2024	La transformation digitale en Tunisie, publiée le 6.10.2024	Professeur Farouk Kammoun
2	8.10.2024	Le partenariat tuniso- chinois, nouvelle opportunité pour le développement économique et social, publié le 10.11.2024	Professeur Karim Ben Kahla Membre du FIKD
3	7.11.2024	Le projet de la loi des finances 2025, publié le 2.12.2024	M. Mohamed Salah Ayari Consultant indépendant
4	7.01.2025	La sécurité énergétique en Tunisie, une souveraineté fragilisée, publié le 10.3.2025	M. Mustapha El Haddad Expert en énergie
5	4.02.2025	La difficulté de recourir aux marchés et organismes financiers internationaux. La nouvelle	M. Mahmoud Ben Romdhane Ancien ministre

N°	Date	Thèmes	Conférenciers
		politique économique et budgétaire et ses conséquences	
6	25.03.2025	Un produit- un village	M. Salah Hannachi ancien ministre et vice-président du FIKD
7	19.04.2025	Les enjeux de la désinformation et de l'Intelligence artificielle	Professeur Tawfik Jelassi DGA à l'UNESCO chargé de l'information et de la communication
8	13.5.2025	L'inclusion financière	M. Marouène Abassi Ancien Gouverneur de la BCT
9	3.06.2025	Les femmes en milieu rural à la fois victime d'inégalité, agent économique et actrice du changement social,	Professeure Riadh Zeghal

### III. LES BULLETINS DE CONJONCTURE ECONOMIQUE.

Durant l'exercice juillet 2024-juin 2025, le Comité Directeur du Forum a élaboré et publié sur le site de l'association **quatre bulletins de conjoncture** :

- Le bulletin de conjoncture du deuxième trimestre de 2024, T2, publié le 25.08.2024.
- Le bulletin de conjoncture du troisième trimestre de 2024, T3, publié le 25.11.2024.
- Le bulletin de conjoncture relatif au quatrième trimestre 2024, T4, publié le 25.02.2025
- Le bulletin de conjoncture du premier trimestre 2025, T1, publié le 25.5.2025

### IV. LA VEILLE INFORMATIONNELLE

Durant l'exercice, le Comité Directeur a mis à la disposition des membres du Forum, ainsi qu'à tous ceux qui accèdent au site de l'association, un certain nombre d'informations et d'analyses utiles dans les domaines qui relèvent de la mission de l'association. Ainsi :

- **12 articles** ont été insérés dans la rubrique « articles de référence » consacrée à la publication d'articles ou d'extraits d'articles parus dans les sites et les revues spécialisées en lien avec les domaines relevant de la mission de l'association. Ci-après la liste de ces articles regroupés par domaine d'intérêt :

#### **Le partenariat, la compétitivité et la viabilité macroéconomique**

- La crise économique en Europe, publié le 5.07.2024,
- La valorisation de la dimension africaine en Tunisie, publié le 5.11.2024,

- Principales dispositions de la loi des finances 2025 : publié 05.02.2025,
- L'économie tunisienne face à de nouveaux défis, publié le 5.04.2025.
- La Chine en 2035, publié le 5.6.2025.

### **L'innovation et la valorisation des ressources humaines**

- Problématique de l'exode des compétences tunisiennes à l'étranger, publié le 5.08.2024,
- Optimisation des ressources humaines en Tunisie, publié 5.12.2024,
- Les enjeux de la nanotechnologie, publié le 5.01.2025,
- La nouvelle stratégie industrielle en Europe, publié le 5.3.2025 ,
- Les enjeux de l'intelligence artificielle en Tunisie, publié le 5.5.2025 .

### **Les ressources naturelles, la logistique et l'infrastructure**

- Le stress hydrique, publié le 5.09.2024,
  - La sécurité hydrique, publié le 5.10.2024,
- **12 séries statistiques ont été mises à jour**, cette rubrique est consacrée à la publication de séries statistiques mises à jour périodiquement relatives à un certain nombre de paramètres et d'indicateurs socio-économiques et environnementaux.
- Les subventions budgétaires en Tunisie, mise à jour le 5.7.2024
  - Évolution des entreprises du secteur privé, mis à jour le 05.08.2024,
  - Caractéristiques économiques de la population tunisienne, mis à jour le 5.9.2024,
  - Paramètres de la dette extérieure de la Tunisie, mis à jour le 05.10.2024.
  - Paramètres des paiements extérieurs, mis à jour le 05.10.2024
  - Évolution du PIB de la Tunisie en dollars, mis à jour le 05.12.2024
  - Données sur les prélèvements obligatoires, mis à jour le 5.3.2025,
  - Le rating souverain de la Tunisie, mis à jour le 05.01.2025.
  - Le tourisme en Tunisie, mis à jour le 5.02.2025,
  - Indicateurs relatifs à la mobilisation et à la consommation d'eau en Tunisie, mis à jour le 5.04.2025,
  - Evolution du prix du Brent, mis à jour le 5.5.2025.
  - L'évolution de la valeur de l'euro en dinars, mis à jour le 5.6.2025.

- **Une étude** a été publiée le 12.09.2024 : BRIC+ : toward a dual multilatéral system of international relation and global governance, étude réalisée par Mr Salah Hannachi, vice-président du FIKD.
- **Un résumé de lecture** a été inséré dans la rubrique « Lu pour vous ». Cette rubrique est consacrée à des résumés d'études, présentant un intérêt particulier pour l'économie tunisienne notamment, par des institutions nationales ou internationales : L'hydrogène vert pour un développement durable et une économie décarbonisée en Tunisie, publié le 15.6.2025.

## V. LA FORMULATION DE PROPOSITIONS

De nombreuses propositions et 42 recommandations ont été formulées suite aux débats organisés. Elles ont émané des discussions fructueuses et ont eu l'approbation du Comité Exécutif du FIKD. Certaines de ces propositions concernent des mesures à court terme. D'autres, à moyen et longs termes et ont un caractère plus stratégique dans différents domaines prioritaires.

Le Forum a ainsi tenté d'apporter des suggestions utiles, sinon des solutions, aux problèmes posés par la conjoncture difficile que traverse le pays en sollicitant le concours de personnalités maîtrisant leur sujet dont il les remercie vivement.

### 1. Dans le domaine économique

#### 1. Le projet de loi des finances 2025

Les observations formulées mettent en lumière la nécessité d'adopter une approche axée sur une croissance durable, équitable et inclusive, afin de poser les bases d'une économie résiliente, capable de relever les défis actuels et d'assurer un avenir prospère pour tous les Tunisiens. Les recommandations suivantes sont formulées :

1. Révision de l'approche de préparation du budget : a. Développer une vision claire à court, moyen et long termes, définissant des objectifs macroéconomiques et sectoriels pour guider la préparation des futures lois des finances. b. L'approche adoptée pour l'élaboration de la loi des finances se doit d'avoir des objectifs d'économie inclusive et durable, le souci de l'action économique et de la création de valeurs, accompagnant le souci légitime de justice sociale et de bonne distribution des revenus et des charges fiscales,
2. Stabilisation fiscale : a. Créer un environnement fiscal stable, avec une réduction progressive de la pression fiscale sur les opérateurs économiques, tout en encourageant l'intégration de l'économie informelle dans le circuit organisé par des mesures incitatives. b. La recherche et la création de sources de revenu budgétaires d'origine non-fiscales.

3. Renforcement des investissements : Augmenter les dépenses d'investissement pour soutenir les grands projets créateurs d'emplois et générateurs de richesses, en particulier dans les régions les plus défavorisées où le taux de pauvreté atteint 26 %.
4. Proposition de réformes ambitieuses : Mettre en œuvre des réformes progressives mais profondes pour restructurer l'économie nationale, stimuler la production de richesses et améliorer les conditions de vie des citoyens. Cela inclut : a. La modernisation des infrastructures et le développement des secteurs porteurs. b. La modernisation du cadre légal avec l'actualisation des lois sur l'investissement et le code des changes pour attirer les investisseurs, encourager les nouveaux secteurs d'activités et mieux répondre aux exigences de l'économie mondiale.

## **2. La nouvelle politique économique et budgétaire et ses conséquences : la difficulté de recourir aux marchés et organismes financiers internationaux**

Les propositions de réformes suivantes ont été retenues :

1. La relance des négociations économiques dans un cadre transparent et inclusif pour redresser durablement l'économie tunisienne, il est essentiel de renouer le dialogue avec les partenaires financiers internationaux dans un cadre fondé sur la transparence, l'inclusion et l'appropriation nationale. Cela suppose d'impliquer les partenaires sociaux afin de construire un consensus autour de réformes réalistes, étalées dans le temps, et qui tiennent compte des équilibres sociaux et économiques du pays.
2. La rationalisation des dépenses publiques avec une meilleure maîtrise des finances publiques. Cela passe par la rationalisation progressive des subventions énergétiques et alimentaires, notamment à travers une réforme des circuits de distribution, la lutte contre le gaspillage et les détournements, et l'adaptation des mécanismes de compensation aux réalités actuelles. Une réforme structurelle des entreprises publiques, incluant la restructuration ou le recours à des partenariats public-privé, pourrait contribuer à alléger la charge budgétaire.
3. La réforme du système fiscal en élargissant l'assiette fiscale, en renforçant les mécanismes de lutte contre l'évasion et la fraude et en facilitant l'intégration progressive de l'économie informelle.
4. Le soutien à l'investissement et à la compétitivité, l'État doit orienter davantage de ressources vers les secteurs à haute valeur ajoutée, notamment les industries exportatrices, les services innovants et l'agriculture moderne. L'amélioration de l'environnement des affaires est également une priorité : cela implique la simplification des procédures administratives, une stabilité réglementaire et fiscale, ainsi que la consolidation de la sécurité juridique des opérateurs économiques.
5. La stabilité monétaire et la mobilisation de l'épargne, la politique monétaire doit préserver la stabilité financière tout en évitant un recours excessif au financement monétaire des déficits. Il est recommandé de renforcer l'attractivité des instruments

d'épargne, notamment en devises, par des incitations fiscales et des produits adaptés, afin de consolider les réserves et soutenir la confiance.

6. La diversification des partenariats économiques, la Tunisie gagnerait à approfondir sa stratégie d'ouverture vers de nouveaux marchés, notamment en tirant pleinement parti des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine. La promotion de la coopération régionale, la diplomatie économique et les partenariats Sud-Sud devraient être intensifiés pour réduire la dépendance vis-à-vis des marchés traditionnels.

### 3. Vers une inclusion financière durable en Tunisie.

Les recommandations sont formulées autour de 5 axes :

1. Favoriser les paiements mobiles en s'inspirant du succès d'autres pays tel que le Kenya ou de l'Inde,
2. Créer une identité numérique nationale pour favoriser l'accès universel,
3. Assouplir la réglementation pour encourager l'innovation financière (fintechs, néo-banques),
4. Former des agents de proximité et lancer une campagne d'éducation financière, dès le collège, avec des contenus pratiques et accessibles.
5. Structurer une gouvernance nationale coordonnée, avec une feuille de route claire, des indicateurs de suivi et une coopération publique privée efficace.

## 2. Développement durable

### La sécurité énergétique en Tunisie : Une souveraineté fragilisée

Les recommandations sont classées en trois catégories :

#### Les mesures d'urgence :

Le constat montre que la vulnérabilité de la chaîne d'approvisionnement en produits pétroliers serait en première analyse modérée, celles de la chaîne d'approvisionnement en gaz naturel et en énergie électrique seraient plutôt élevées. Afin d'éviter davantage la fragilisation du secteur de l'énergie en Tunisie, il est recommandé de :

1. Affirmer l'État de droit qui est l'un des principes de la bonne gouvernance. Les mesures doivent concerner aussi bien les entreprises publiques que l'infrastructure et ce par :
  - a. la mise en application de la réglementation en vigueur concernant l'obligation de constituer et de maintenir un stock de sécurité de 60 jours de consommation de carburants,
  - b. l'application de la réglementation en vigueur relative à la protection des infrastructures d'importance vitale et la renforcer en cas de besoin.
  - c. l'adoption d'un plan d'intervention d'urgence et de gestion de crise.
  - d. Pour les entreprises publiques, récupérer les créances échues de la STEG, de la SNDP, de la STIR et de l'ETAP et,
  - e.

mettre fin aux vols de l'électricité et maîtriser le commerce illégal et à la contrebande des carburants.

2. Restaurer la capacité financière des opérateurs publics afin qu'ils puissent réaliser les missions qui leur sont assignées et ce par : a. La réforme de la politique des prix de l'énergie grâce à une concertation permanente avec les parties prenantes afin de préserver des conditions de vie favorables aux catégories sociales vulnérables. La réduction voire la suppression des subventions doivent être bien étudiées afin de tenir compte de cette classe sociale. b. Des mesures compensatoires se basant sur des critères mesurables et vérifiables, évitant la personnalisation et le risque de clientélisme peuvent être préconisées, Il est signalé que les subventions ont atteint en 2022, 5.47 Milliards de dinars dont 45% pour le Gazole ordinaire. L'essence est subventionnée hauteur de 39%, le GPL industriel, le fioul lourd, et le GO Sans Soufre sont subventionnés à hauteur de 44%, le Gazole ordinaire à 45% et le GPL domestique à 74%.
3. Sécuriser les importations de gaz tout en donnant une forte impulsion au mix électrique, et ce : a. en engageant des négociations avec la partie algérienne afin de se fixer sur les disponibilités et sur le prix du gaz à importer surtout que le contrat d'achat de gaz auprès de la Sonatrach prend fin en 2029 et du fait de la forte augmentation de la demande européenne depuis le conflit russo-ukrainien. b. en donnant une forte impulsion au programme de la transition énergétique qui a pris beaucoup de retard pourtant commencé avec le plan solaire en 2009.

### **Les mesures en ultime recours :**

Afin d'éviter de basculer dans un scénario à risque élevé et de tomber dans la contrainte de rationner la distribution des carburants et de l'électricité, un plan d'urgence et de gestion de crise avec des mesures ponctuelles et limitées dans le temps accompagné de modalités de mise en œuvre devrait être prévus et étudiés à l'avance. Ces mesures doivent prévoir des campagnes d'explications et d'informations réalisées par de vrais spécialistes de la communication publique.

### **Les réformes à engager :**

1. Afin de permettre aux entreprises publiques d'assurer leur mission il est impératif de procéder à leur assainissement financier durable (la STEG, la SNDP, la STIR, de l'ETAP).
2. Diversifier les circuits d'importation de carburants avec l'autorisation de l'importation progressive des carburants par les sociétés de distribution dans le cadre d'un cahier des charges conforme aux standards de la profession et maintenir la péréquation géographique et le plafonnement des prix de vente au public.
3. Mettre en valeur toutes les ressources nationales d'énergie avec : a. la relance des investissements de l'exploration et de la production des hydrocarbures et le déblocage des autorisations pour l'exploration des ressources non-conventionnelles

- d'hydrocarbures. **b.** Un grand effort d'investissements en capacité de stockage additionnelle est à effectuer pour assurer la sécurité d'approvisionnement du pays.
4. Pour le GN, avec la diversification de fournisseurs, il est recommandé de : **a.** Doter le pays d'un terminal d'importation de GNL, **b.** Relancer le projet d'un gazoduc avec la Libye, **c.** Doter le pays d'un secours de gaz naturel par swap. **d.** d'accélérer le programme de la transition énergétique qui doit comprendre la maîtrise de la demande d'énergie avec : - Une évaluation périodique de l'évolution de l'intensité énergétique, - une réévaluation du potentiel d'économie d'énergie par secteur d'activité, - Un contrôle rigoureux de l'application de la réglementation en vigueur concernant la maîtrise de l'énergie et ce pour tous les secteurs. Et enfin - le suivi du système de distribution électrique afin de maîtriser les pertes, accompagné d'un programme de maîtrise de la consommation spécifique des centrales thermiques.
  5. Relancer la coopération régionale et internationale et ce : **a.** avec la concrétisation selon les meilleurs délais le projet d'interconnexion électrique Elmed avec la Sicile, **b.** En 2015, dans le cadre de la COP21, la Tunisie s'est engagée à réduire son empreinte carbone de 45% à l'horizon 2030. Il ne faudrait pas que cet engagement devienne un frein, voire un blocage, pour la mise en valeur des ressources nationales d'hydrocarbures. Les projets de production et d'exportation d'hydrogène vert devraient être menés de pair avec les besoins intérieurs en énergies renouvelables.
  6. Renforcer la capacité organisationnelle des parties prenantes : Il est fortement recommandé que le Gouvernement se dote d'un « Système de Management de l'Énergie ». Le succès de la mise en œuvre de la politique énergétique nécessite la mobilisation et la coordination de plusieurs acteurs dans un périmètre bien plus étendu que celui du secteur de l'énergie dans son acceptation courante. La norme ISO 50001-2018, propose à cet effet, un cadre reconnu pour la gestion de l'énergie afin d'améliorer l'efficacité énergétique, de réduire les coûts et améliorer les performances économiques et environnementales. Ce cadre aide à instaurer une « bonne Gouvernance » spécifique au domaine de l'énergie.

### 3. Le domaine du numérique et de la transformation digitale

#### 1. La transformation digitale en Tunisie

Les recommandations issues des discussions :

1. Le pilotage du PNS doit être confié à la présidence du Gouvernement pour assurer l'avancement dans les délais,
2. Accorder beaucoup plus d'importance à la recherche et à l'innovation dans le domaine : une relation étroite doit être créée entre les centres de recherches et d'innovation et l'Université.

3. La nécessité d'une mise à jour du portail du Gouvernement et l'organisation d'une grande campagne de sensibilisation du citoyen pour recourir aux services offerts,
4. La nécessité de prendre les mesures nécessaires pour éviter les mauvaises utilisations des techniques de l'informatique.
5. N'y aurait-t-il pas lieu, aujourd'hui, en Tunisie, de réfléchir l'informatique comme industrie et non pas uniquement comme outil de gouvernance ?

## 2. Les enjeux de la désinformation et de l'Intelligence Artificielle

Les recommandations issues de la conférence sont les suivantes :

1. Mettre en place une stratégie nationale de prise en compte et de maîtrise des enjeux de la désinformation et de l'Intelligence Artificielle.
2. Mettre en réseau des décideurs, des fonctionnaires, des éducateurs, des chercheurs, et des acteurs publics et privés afin d'échanger et de collaborer sur les sujets de l'intelligence artificielle.
3. Renforcer la coopération avec la diaspora tunisienne pour la mise à jour des connaissances des acteurs publics, privés et académiques sur les enjeux sectoriels de l'IA et les opportunités qu'elle offre pour le développement de la Tunisie et sa compétitivité internationale.
4. Développer des programmes d'éducation, de formation et de campagnes de sensibilisation aux enjeux de la désinformation et de l'intelligence artificielle.
5. Valoriser la création récente de l'Institut National de l'Ingénierie Numérique (établissement public) pour la formation d'ingénieurs dans le domaine de l'IA comme une bonne initiative qui doit être encouragée et renforcée.
6. Envisager l'enseignement de l'intelligence artificielle aussi tôt que les premières années de l'enseignement primaire.
7. Assurer la formation continue dans le domaine de l'IA pour tous les cadres de l'administration.
8. Lancer des actions de sensibilisation du grand public aux dangers de la désinformation et intégrer dans le système d'enseignement des programmes d'éducation aux médias et à l'information à l'ère numérique.
9. Organiser un évènement multipartite qui débattera de la politique nationale en matière d'intelligence artificielle.

### 4. Dans le domaine social :

#### 1. Les femmes en milieu rural

L'examen de l'état du statut réel de la femme rurale actuelle témoigne de multiples formes de son exploitation et de spoliation de ses droits légitimes au niveau de son ménage, de la grande famille et dans son environnement de travail. Il est ainsi recommandé :

1. capitaliser sur les résultats positifs de nombreuses recherches empiriques sur l'autonomisation économique de la femme rurale, par le travail, ouvrant des perspectives d'inclusion sociale.
2. Elaborer un cadre institutionnel, des procédures et mettre les moyens de financement...) pour assurer la pérennisation des approches adoptées et des succès (success stories) enregistrés. La création des clusters de développement de la femme rurale (regroupement et organisation des femmes rurales autour de leur travail), d'inspiration chinoise, adaptés aux contextes agricoles locaux tunisiens sont à encourager et multiplier.
3. L'autonomisation économique de la femme rurale, par le capital, si minime soit-il et le plus souvent acquis sous forme de microcrédits, ne couvre pas la grande masse des femmes salariées agricoles, sous-payées, maltraitées et exposées à de multiples risques et pourtant jouant un rôle économique de premier plan dans secteur agricole. Une autre approche d'inclusion de cette catégorie de femmes, liée au développement du secteur agricole, devrait être conçue, testée et proposée aux décideurs. Dans cette perspective, il est fondamental de garantir à la femme rurale son droit inaliénable à l'accès à la propriété de la terre par voie d'héritage juste et de bénéficier, à ce titre, des avantages légaux accordés au développement de l'agriculture familiale"
4. Une vision innovante du développement rural, intégrant un projet national d'éducation nationale approprié, susceptible d'ouvrir aux générations futures des femmes des perspectives d'épanouissement culturel et sociétal devient urgent pour opérer le changement fondamental de la femme rurale et de son statut socioéconomique.

## **VI. LE PROGRAMME PREVISIONNEL POUR L'EXERCICE JUILLET 2025-JUIN 2026 :**

Le comité exécutif sortant propose les thèmes suivants pour la période septembre 2025-juin 2026

1. Compétitivité et productivité de l'économie nationale, prévision des taux de croissance et relance de certains paramètres.
2. Analyse et enseignements des résultats du recensement général de la population de 2025, présentation générale et analyse approfondie de deux ou trois paramètres à identifier.
3. Les mutations sociétales au sein de la population tunisienne depuis l'indépendance : cause, évolution, avancées positives et dérives délétères. Atouts et impacts sur les politiques de développement du pays.
4. Le nouvel ordre économique international : Incertitudes et impact de la politique économique américaine sur l'économie mondiale, régionale (notamment l'Europe) et sur l'économie tunisienne.
5. Comment transformer l'éducation et l'enseignement en général pour une croissance inclusive ? Analyse de la situation, éléments d'une nouvelle stratégie de l'éducation et de l'enseignement, l'importance de l'IA.

6. Comment améliorer les services publics et rétablir la confiance ? un service public efficace et indispensable pour favoriser la croissance économique et améliorer la qualité de la vie, l'importance de l'IA.
7. Comment mobiliser les marchés financiers en faveur du développement ?
8. Vers une transition énergétique durable : défis et opportunités.
9. Comment positionner la Tunisie dans l'économie mondiale ? Evaluation de l'économie nationale, points positifs et points négatifs, les nouvelles stratégies à adopter.
10. Autres à proposer

## **VII. DES SUGGESTIONS POUR LES PROCHAINES ANNÉES**

Le Comité Exécutif a essayé de maintenir le cap dans la direction fixée par le Comité Directeur du Forum et a su intéresser et fidéliser un auditoire qui n'a cessé de s'élargir grâce, avant tout, à la grande qualité des conférenciers sollicités, à l'opportunité des questions abordées, à la pertinence des réflexions suscitées ainsi qu'à la probité intellectuelle des débats.

Faute de moyens financiers conséquents susceptibles de porter plus loin la voix du Forum, seul le volontariat et une réelle implication personnelle du Comité Directeur du Forum et de ses membres adhérents, sont le garant de la poursuite des efforts de réflexion accomplis au service exclusifs de l'État Tunisien et de l'ensemble de ses structures de développement aussi bien publiques que privées.

Le Forum continuera à exercer selon cette approche et essaiera de s'ouvrir davantage sur les universités en organisant en partenariat un certain nombre de conférences.

Le président du forum

Mohamed ENNABLI

La secrétaire générale

Noura LAROUSI